

Lors de l'Assemblée générale du 29 janvier une grève illimitée et reconductible a été votée, avec une première semaine de grève effective du 3 février au samedi 7 février inclus.

Pourquoi ?

Depuis des mois le gouvernement proclame sa volonté de réformer notre enseignement primaire et secondaire, le système de formation des maîtres, notre système d'enseignement supérieur et de recherche, avec la volonté affichée de les hisser au meilleur niveau mondial.

Mais quelle est la réalité des faits ?

Alors que l'objectif affiché ne pouvait que séduire la communauté universitaire et enseignante, prête à mener une réflexion et une concertation approfondies et à construire l'école et l'Université de demain, le ministère a entrepris d'imposer au pas de charge ET SANS NEGOCIATION REELLE une série de réformes qui s'avèrent nocives, dangereuses et signent la mort de l'école et l'Université publiques de demain.

Depuis le 8 novembre dans toutes les universités de France, les appels et protestations se sont multipliés pour dénoncer les réformes en cours et les projets de réformes jugés inadmissibles par l'ensemble de la communauté universitaire, toutes sensibilités politiques confondues.

Plus de 130 motions ont été rédigées et adressées par plus de 70 universités, un grand nombre d'associations, de sociétés savantes, pour dénoncer le côté pernicieux de ces réformes. Les protestations se sont cristallisées et ont fait l'unanimité sur deux points fondamentaux :

- LA REFORME DE LA FORMATION DES ENSEIGNANTS DES PREMIER ET SECOND DEGRES ET DES CONCOURS DE RECRUTEMENT
- LA REFORME DES STATUTS DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

Ce que nous n'acceptons pas :

Nous n'acceptons pas d'être dupés par une réforme dite de « mastérisation » qui prétend augmenter le temps de formation des futurs enseignants mais qui revient de fait à un appauvrissement des contenus disciplinaires et pédagogiques, à une dénaturation des épreuves des concours, à la suppression de l'année de stage rémunérée et une précarisation plus marquée des futurs enseignants, une réforme qui mettra fin à toute possibilité de recherche dans bien des universités en accélérant la disparition des masters recherche dans de nombreuses filières, une réforme dont les premières victimes seront les enfants de nos écoles, collèges et lycées.

Nous n'acceptons pas une réforme de nos statuts :

- qui revient de fait à la mise en concurrence des enseignants-chercheurs entre eux, des universités entre elles pour une simple finalité d'économies budgétaires,
- qui ne permettra pas l'accès de tous à des pôles universitaires actifs et performants
- qui transformera de fait de nombreuses universités, dont la nôtre, en de simples collèges universitaires incapables de proposer une offre de formation élargie.
- qui vise *in fine* à étendre le service d'enseignements des enseignants-chercheurs sans compensation financière et en les privant du temps nécessaire à leur recherche et à leurs tâches pédagogiques
- qui ne reconnaît pas les tâches administratives effectuées par les enseignants-chercheurs

Que faire ?

Ayant épuisé toutes les voies de recours citoyennes que sont les lettres ouvertes, motions, courriers, interventions diverses dans les différentes assemblées, instances, conseils et devant l'obstination d'un gouvernement qui refuse de nous entendre, qui se contente de quelques effets d'annonce, nous sommes désormais malgré nous contraints à un mode de protestation plus ferme.

Comme dans plus de 70 universités françaises, nous avons recours à la grève.

Nous le déplorons. Nous sommes conscients de la gêne que ces actions peuvent occasionner pour tous. Mais nous sommes aussi conscients que devant la gravité et l'importance des enjeux que représentent ces réformes, l'heure est à la mobilisation unitaire, forte.

Nous devons construire aujourd'hui l'histoire de l'université française de demain, une université qui reste et soit, plus encore qu'aujourd'hui, une voie d'ascension sociale, ouverte aux citoyens de toutes origines et de toute condition sociale, une université de l'excellence pour tous et non celle de l'excellence des uns au détriment des autres.

Rejoignez-nous en assemblée générale !

**Personnels et étudiants,
tous ensemble
Manifestons
notre opposition**

**L'université française a un devoir de
résistance. Elle ne peut plus se taire.**

**Dans la dignité,
dans la responsabilité,
mais dans l'action,
résistons !**

Assemblée générale Amphi Gutenberg jeudi 5 février 13 h. Départ de la Manifestation à 14 h